

# M. Machel légitime son dialogue avec Pretoria par la volonté de « réduire la tension régionale »

De notre envoyé spécial

Maputo. — « Lutter, lutter, parler, parler. » Les dirigeants mozambicains auraient-ils médité ce vieux proverbe vietnamien ? Au moment où il déclare une guerre totale aux « bandits armés » de la Résistance nationale du Mozambique (R.N.M.), le régime de M. Samora Machel approfondit le dialogue avec leurs parrains d'Afrique du Sud.

Jeudi dernier 5 mai, Mozambicains et Sud-Africains se rencontraient au poste frontière de Komati-poort (le Monde daté 8-9 mai). D'un côté, M. Jacinto Veloso, ministre de la sécurité de Maputo et membre du bureau politique du Frelimo, de l'autre, M. « Pik » Botha, chef de la diplomatie de Pretoria. Les deux hommes et leurs délégations s'étaient déjà retrouvés au même endroit le 17 décembre 1982. Son Pretoria, trois rendez-vous ont déjà eu lieu en 1980 et 1981, dont le plus récent, le 11 décembre 1981, fut rendu public.

De quels « problèmes d'intérêt commun » a-t-on parlé à Komati-poort ? Sans doute a-t-on évoqué les moyens d'améliorer les « rapports de voisinage ». Des incidents frontaliers opposent périodiquement les deux pays. Le Mozambique dénonce les « concentrations de troupes » et les « infiltrations de saboteurs ». Le capitaine d'un chalutier sud-africain, arraisonné dans les eaux mozambicaines, vient d'être condamné à verser une lourde amende. Un « agent secret », arrêté à la frontière, affirmait la semaine dernière, sur les écrans de la télévision à Maputo, avoir eu pour mission d'assassiner M. Machel. Selon M. « Pik » Botha, l'homme ne serait en fait qu'un mystificateur au passé criminel.

A l'ordre du jour des conversations de Komati-poort, ont aussi probablement figuré les divers aspects de l'interdépendance économique :

délimitations des zones de pêche, gestion du trafic portuaire et ferroviaire, utilisation de l'électricité du barrage de Cabora-Bassa. Mais l'important est ailleurs. On pourrait, schématiquement, résumer la négociation en six initiales : R.N.M.-A.N.C. D'un côté, la rébellion mozambicaine, de l'autre, le Congrès national africain, mouvement interdit en Afrique du Sud, qui mène la lutte contre le régime d'apartheid.

Les enjeux sont clairs : Pretoria « patronne » la R.N.M. et lui fournit un soutien logistique crucial, Maputo accueille et aide les opposants au « pouvoir pâle ». Chaque capitale s'efforce d'obtenir à son égard la neutralité de l'autre. Jusqu'où peut aller un tel *modus vivendi* ? Là est toute la question. M. Machel a légitimé le dialogue avec l'ennemi par la nécessité d'explorer toutes les voies pouvant conduire à la paix, la volonté de « réduire la tension régionale » et le souci « d'isoler et de neutraliser » Pretoria.

## Maputo demandeur

L'argument serait plus persuasif — et la négociation sans doute plus facile — si les mises étaient moins inégales. Or, au-delà du criant déséquilibre militaire, le Mozambique a beaucoup moins à offrir à son puissant voisin que l'inverse. Il est le plus demandeur des deux. Pretoria souhaite voir l'A.N.C. neutralisée au Mozambique et obtenir la garantie que ce pays ne servira ni de « base de départ » ni de « sanctuaire » aux combattants nationalistes.

Mais l'Afrique du Sud sait pertinemment que le Mozambique, comme le Zimbabwe, n'abrite aucun camp d'entraînement militaire de l'A.N.C. Si le contraire était vrai, elle en aurait fait depuis longtemps un *casus belli*.

Entre cinq et cinquante réfugiés sud-africains arrivent, selon les mois, au Mozambique. La majorité d'entre eux sont actuellement originaires du Natal. Ils viennent le plus souvent du Lesotho par voie aérienne ou, plus rarement, traversent la frontière du Swaziland. Ils sont pris en charge soit par l'A.N.C. avec l'aide du gouvernement mozambicain, soit par le H.C.R. (Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés).

Moins de cent cinquante réfugiés sont enregistrés auprès du H.C.R., qui prépare à leur intention un projet de développement rural. Les militants et sympathisants de l'A.N.C., quant à eux, ne restent pas au Mozambique. Ils se contentent d'y transiter avant de rejoindre la Zambie ou, surtout, l'Angola et la Tanzanie, où ils pourront recevoir une formation militaire.

Le gouvernement de Maputo a attribué des terres à l'A.N.C. dans le nord du pays, près de Nampula. La SIDA, agence de coopération suédoise, est prête à y financer la construction d'une ferme économiquement viable, à l'exemple de celle qui fonctionne avec succès en Tanzanie. Il est probable que les Mozambicains contribueront à hâter la réalisation de ce projet, qui permettrait de « fixer » des militants de l'A.N.C. loin de la frontière sud-africaine. Pretoria ne peut espérer obtenir plus de son voisin, et ceux qui fuient l'apartheid trouveront toujours un asile provisoire au Mozambique.

Le « lien » établi par Pretoria entre les activités de la R.N.M. et celles de l'A.N.C. n'est-il qu'un confortable prétexte ? C'est l'avis de M. Indres Naidoo, représentant adjoint de l'A.N.C. à Maputo. « *Même si nous partions tous du pays, dit-il, les Sud-Africains continueraient de déstabiliser ce pays.* » Il comprend que M. Machel soit obligé de traiter avec le diable — « *Il faut que le Mozambique survive* » ajoute-t-il — mais il se dit persuadé qu'il n'en découlera rien de préjudiciable pour l'A.N.C.

On ne voit pas non plus, *a priori*, pourquoi Pretoria « lâcherait » la R.N.M. Celle-ci apprécie sans doute fort peu la publicité qui entoure les rencontres de Komati-poort. Pourrait-elle faire les frais d'un *modus vivendi* entre les deux voisins ? On en doute, du moins dans l'immédiat. Après tout, Pretoria ne peut que se féliciter de la situation régionale. Par l'entremise de la R.N.M., les Sud-Africains maintiennent l'épée dans les reins du Mozambique. La rébellion n'est pas à même de l'emporter sur le terrain ? Qu'importe ! Le renversement du régime mozambicain n'est pas le but visé.

Jusqu'à preuve du contraire, la stratégie de Pretoria répond toujours aux mêmes objectifs : maintenir ses voisins dans l'état de vassalité, né de

la géographie et renforcé par les pesanteurs coloniales ; démontrer au monde l'inéluctable échec d'une société multiraciale, surtout en régime socialiste (Zimbabwe, Mozambique) ; empêcher l'émergence d'un sous-ensemble régional aspirant à réduire sa dépendance envers le géant sud-africain. En « dosant » son aide à la R.N.M., Pretoria peut à la fois manifester sa bonne volonté aux moindres frais, permettre au régime mozambicain de « souffler » un peu et lui arracher, en échange, quelques concessions, sans cesser d'être maîtresse du jeu.

Autant dire que Maputo se garde de toute provocation. Il y eut bien, en décembre, cette menace mozambicaine de « prendre des mesures exceptionnelles » — sous-entendu de faire appel aux troupes cubaines — si le régime se sentait en danger mortel. M. « Pik » Botha réagit aussitôt en précisant que son pays ne tolérerait pas une telle hypothèse. L'« anglosisation » du Mozambique fournirait, en effet, à l'Afrique du Sud l'occasion rêvée d'y intervenir à sa guise. La menace resta sans lendemain, et nul ne croit, à Maputo, à l'arrivée d'un contingent cubain, sauf, bien sûr, si la situation militaire devenait désespérée pour le Frelimo.

L'« interdépendance économique » entre les deux voisins demeure prépondérante quoique nettement déséquilibrée au profit de Pretoria. L'Afrique du Sud reste le principal fournisseur du Mozambique. Environ quarante mille mozambicains travaillent dans les mines du Transvaal, auxquels s'ajoutent plusieurs milliers d'ouvriers agricoles clandestins. Pretoria continue de payer en or au Mozambique 60 % des salaires des mineurs. L'Afrique du Sud verse à son voisin — en salaires et droits de transit — 40 % de ses ressources en devises. M. Machel accueillerait volontiers dans son pays des investisseurs sud-africains.

Les relations bilatérales semblent, en tout cas, reposer sur des bases plus saines que par le passé. Ainsi, le général Malan, ministre sud-africain de la défense, a reconnu, en février, que son pays pourrait, à l'avenir, aider la R.N.M. Ce demi-aveu, certes à retardement et prononcé du bout des lèvres, marque tout de même, après des années de démenti catégorique, un début de franchise que l'on a su apprécier à Maputo à sa juste valeur.

JEAN-PIERRE LANGELLIER.